

AVANT-PROPOS DE LA RÉDACTION

Si nous avons beaucoup mis l'accent ces dernières années sur des questions d'économie, et plus particulièrement d'économie d'entreprise, nous nous sommes cependant toujours efforcés de maintenir le lien entre l'économique et le social. De nombreux numéros sont aujourd'hui épuisés ou en voie de l'être. Mentionnons celui de septembre de 2002 portant sur la question du «service public»; ou celui de 2003 centré sur des questions de «criminalité économique»; ou encore le n° 2 de 2004 analysant les conséquences des organisations contemporaines sur la santé des collaborateurs.

Autant dire que si nous avons cherché à offrir à nos abonné-e-s des livraisons conséquentes, nous nous sommes clairement inscrits dans le sillage tracé par l'équipe précédente qui nous a donné le fruit de leur travail, à travers notamment le numéro de septembre 2001 portant sur le thème de la «responsabilité sociale» et le n°1 de 2002 portant sur le thème du «secret bancaire», très vite épuisés. En articulant économie et social, nous touchons à des sujets politiques, avec comme visée de les mettre en débat.

Le dossier présenté dans cette livraison a été dirigé par François Xavier Merrien – professeur en sciences politiques de l'Unil – que nous remercions très sincèrement pour son apport. Les textes sont le fruit d'un colloque organisé à l'Université de Lausanne en mai dernier. Nous sommes particulièrement reconnaissants à Monsieur Merrien de nous permettre de renouer avec une des grandes questions d'aujourd'hui, et nous invitons les lecteurs et les lectrices à aborder ce dossier à partir de son introduction. Comme cela est devenu la règle, des résumés précèdent chacun des textes. Deux d'entre ces derniers sont rédigés en anglais, contrairement à notre option consistant à n'accueillir dans nos colonnes que des textes écrits dans nos langues nationales. Exception qui confirme la règle.

Cela fait quatre ans qu'une petite équipe s'est formée autour du président de la *Société d'études économique et sociale* (SEES) pour poursuivre l'action de ses prédécesseurs. Après une année 2001 difficile, marquée par de nombreuses démissions de nos abonnés, nous nous sommes attaché à tenter de réduire dans un premier temps ce mouvement, puis de donner dans une deuxième temps une nouvelle impulsion à la revue. Il est agréable de mentionner l'action de Madame Nicole Farcinade qui pendant près de trois années a contribué à l'ouvrage, suivie par un autre talent, celui de Monsieur Cezary Kaczmarek qui met depuis bientôt un an au profit de la revue ses compétences de graphiste, en plus des tâches administratives qui lui incombent.

Si beaucoup reste à faire, la SEES, à travers sa revue, se porte aujourd'hui plutôt bien, et nous nous attacherons à continuer sans relâche à livrer des livraisons conséquentes, qualitativement et quantitativement.

Pour le dire simplement, sous la houlette du président Rahm, nous avons précisé le positionnement de la revue comme étant la revue des Hautes écoles en Suisse romande. C'est la seule façon, à partir de l'Université de Lausanne son lieu d'attache traditionnelle, et avec les autres hautes écoles romandes, toutes confondues, de redonner à la revue le rayonnement national et international qu'elle a eu jadis, car c'est de cela dont il s'agit! Nous sommes re-

connaissants, soit dit en passant, aux personnes qui trouvaient indécent que l'on put laisser à l'abandon une institution riche de 60 ans d'histoire. La RES n'a jamais été la revue d'une école ou d'une faculté, mais a pu se déployer parce que sa structure et ses statuts lui garantissaient une réelle indépendance d'action, éditoriale notamment. Renouvelons la SEES sans trahir l'esprit de ses fondateurs qui furent aussi nos professeurs.

C'est avec plaisir que nous vous livrons cette dernière livraison qui vous parviendra cette année même. Et, surtout, merci à tous les abonné-e-s, au nom des membres du comité de lecture, pour votre fidélité.

Pour la rédaction, Alain-Max Guénette